

L'AFRIQUE CENTRALE, SOUS LA MENACE DE L'ÉPÉE DE DAMOCLÈS ?

« *Le pouvoir tend à corrompre, et le pouvoir absolu corrompt absolument* ».

John Emerich Edward Dalberg-Acton

Alain NZADI-a-NZADI, Jésuite.
Directeur du CEPAS
et Rédacteur en Chef
de *Congo-Afrique*.
nzadialain@gmail.com

L' Afrique Centrale, qui n'est pas un bon exemple de démocratie², va-t-elle tout droit dans le mur en ce dernier trimestre de l'année ? Les salves de protestations qui fourmillent dans la sous-région font craindre le pire, au crépuscule d'une année 2017 déjà bien mouvementée et décevante sur le plan sociopolitique et économique. Il faudrait un sursaut patriotique de la part des acteurs politiques de la sous-région pour éviter que le crin du cheval sur lequel est accrochée l'épée de Damoclès ne se brise et ne sème encore la mort, annihilant l'espoir qui commençait pourtant à poindre, pour une destinée meilleure. Il nous paraît impérieux que ceux qui s'affublent du qualificatif d'*acteurs politiques* ou de *représentants du peuple*, reprennent de la hauteur et de la distance par rapport à leurs ambitions boulimiques du pouvoir pour le pouvoir et au nombrilisme qui caractérise si souvent l'exercice du pouvoir politique en Afrique. Le spectre du chaos qui hante la sous-région pourra-t-il les forcer à ce sursaut patriotique ? Espérons-le, en tout cas. Car, ce que l'on vit ces derniers mois en Afrique montre qu'elle semble révolue l'époque où les populations, timorées et réduites au silence par un pouvoir au bout du canon, accordaient un chèque en blanc aux gouvernants qui n'avaient de compte à rendre à personne ou presque.

Le Togo est certainement le mauvais élève en Afrique de l'Ouest. Ce pays est encore prisonnier d'un régime politique qui semble avoir l'hérédité comme mode de succession politique, alors que le reste de la région fournit des efforts louables en matière de démocratie. Ces dernières semaines,

2 *Congo-Afrique* a consacré son numéro 514 (avril 2017) à la pratique de la démocratie en Afrique.

des manifestations monstres ont paralysé la vie des Togolais, endeuillé des familles et étalé au grand jour les travers d'un régime politique autocratique, devenu la chasse gardée d'une seule famille depuis plus d'un demi-siècle³. « Du jamais vu, même en Afrique ! », titrait le *Collectif pour la Vérité des Urnes* (CVU), un mouvement citoyen de la diaspora togolaise, le 05 octobre dernier. Mais, sortie de sa léthargie, la population est en train de retirer sa confiance à ce pouvoir. Le glas serait-il en train de sonner pour la dynastie Gnassibé Eyadema ?

Effet de contagion oblige, le cas togolais n'est peut-être pas loin de faire des émules en Afrique centrale. Le Cameroun, qui souffre presque des mêmes tares que le Togo en matière de démocratie (pouvoir au bout du canon, hyper longévité d'un seul homme aux commandes de la nation, au prix de nombreuses entorses à la Constitution du pays), n'est pas plus rassurant, au regard des récents remous de la « crise anglophone ». La grogne sociale fait craindre des lendemains incertains pour le pays.

Que dire de la RD Congo où l'Accord de la Saint-Sylvestre 2016, pratiquement foulé aux pieds dès le lendemain de sa signature, n'existe plus que de nom ?⁴ Et la récente déclaration du président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) réclamant 504 jours, au terme des opérations d'enrôlement dans la région des Kasai, pour organiser l'ensemble des trois scrutins (les législatives, la présidentielle et les provinciales) a fait l'effet d'une bombe et continue de défrayer la chronique. Sans entrer dans les détails du bienfondé ou non de ce que la CENI réclame pour organiser des élections crédibles, il est clair que ce énième report n'est pas apaisant alors qu'approche à grandes enjambées la fin de la période de prolongation contenue dans l'accord du 31 décembre 2016. Que va-t-il se passer d'ici la fin de l'année ? Nul ne le sait. Mais, encore une fois, seuls un sursaut patriotique des citoyens congolais et une noble volonté politique des gouvernants pourront changer la donne et éviter au pays de plonger dans le désarroi.

Le combat des citoyens de la sous-région (acteurs politiques et société civile) devrait se fixer des objectifs susceptibles d'apporter la paix et de faire retrouver à la population une dignité humaine que la misère quotidienne tente de lui arracher au jour le jour. Ce numéro de *Congo-Afrique* se veut une contribution aux débats de l'heure en proposant quelques pistes de réflexion : la question de la *légitimité* du pouvoir politique (Paulin Manwelo), le combat pour le développement durable (Charles Mayola), une éducation universitaire de qualité (Justin Bisanswa), la réforme foncière (chercheurs de la Banque Mondiale) et la lutte contre la corruption des États et contre l'ignorance du peuple (Tryphon Bonga). Bonne lecture !

3 En effet, la dynastie Gnassibé Eyadema a fêté, le 14 avril dernier, son cinquantième anniversaire au pouvoir, depuis le coup d'état d'Étienne Gnassibé Eyadema (père de l'actuel président) du 14 avril 1967.

4 On peut lire avec beaucoup d'intérêt la réflexion de Ngoma-Binda sur le sens du respect des textes et des accords signés : « Démocratie et culture du respect des lois et des accords. Base de la bonne gouvernance et de la paix », in *Congo-Afrique*, n° 514 (avril 2017), pp. 369-385.